

CORRIGE

SUJET 1

Analyse du sujet

L'introduction devait être suffisamment explicite pour bien circonscrire le sujet.

Le candidat devait identifier rapidement les «**ressources naturelles**». Le pétrole bien sûr, mais aussi le gaz naturel. L'eau est indéniablement une ressource naturelle comme la chronologie le rappelle, ainsi que la carte, ce qui devait éviter les oublis fâcheux.

- **Proche et Moyen-Orient** : l'aire géographique à envisager reprenait le texte officiel du programme. Le **Proche-Orient** correspond aux pays riverains de la Méditerranée orientale et exclut les pays du Maghreb. L'appellation **Moyen-Orient** (Middle-East des britanniques) est apparue après la Première Guerre mondiale avec l'effondrement de l'Empire Ottoman, elle a été depuis progressivement élargie. L'espace à considérer obligatoirement va ici de l'Égypte à l'Iran et de la Turquie au Yémen. La chronologie jointe délimite aussi le sujet en précisant les événements et les pays. Les candidats qui ont intégré les pays du Caucase n'ont pas été pénalisés.

- On attendait une réflexion sur la notion de **développement** (satisfaction des besoins matériels des populations, niveau d'éducation, longévité) : s'il est une aire où sa distinction avec la croissance est significative (PIB), c'est bien ici, d'autant que c'est une clé pour traiter une sorte d'antithèse du sujet, voire ses «limites». La place des femmes dans la société, certaines réalités démographiques, le sous-prolétariat immigré, socialement et géographiquement «ghettoisé» dans le Golfe à hauteur de 50% de la population active, la faible qualification, la faible implication au travail (Arabie Saoudite), relèvent-ils de la possession de ressources naturelles ou de l'absence de démocratie, de structures sociales exceptionnellement inégalitaires, d'intérêts plus ou moins égoïstes dans lesquels les ressources naturelles ou les fractures géopolitiques ne sont qu'indirectement impliquées ?

- La **notion d'otage** (capture, menace, monnaie d'échange) méritait une explication, elle va au-delà de la simple idée de dépendance. Le terme connote une démarche active que l'on ne retrouve pas forcément dans la simple notion de dépendance : on



«**prend en otage**». On est otage de soi même, impliquant un type de développement et des types de réaction face à la gestion des hydrocarbures et de l'eau. Otage des puissances extérieures et des confrontations : une région belligène, marquée par l'affrontement des grandes puissances et la carence de puissances régionales d'arbitrage sur fond de divisions religieuses. Otages près à se libérer par des voies distinctes: démocratie, diversification des économies, rapprochements régionaux, le tout débouchant inmanquablement sur une typologie régionale qui devait différencier les Etats. Le terme d'otage implique de la violence, violence que l'on retrouve sous-jacente dans l'expression de «fracture géopolitique» (Israël et le monde arabe, Kurdes et Turcs, Orient et Occident, Chiïtes et Sunnites ; on peut y associer : Etats Nations ou Califat, Code Civil ou Charia...).

- Le bon devoir devait faire mention de ce **contexte de violence**, souvent guerrier, dans lequel s'exercent les relations du sujet. La guerre des Six jours s'est faite en partie pour l'eau, outil du développement. Les nappes d'eau des territoires palestiniens, les têtes de rivières sur le plateau du Golan, le partage des eaux du Jourdain, les barrages du GAP, sont certes des enjeux de développement mais dans un tel contexte d'affrontement et de violence que le terme d'otage se justifie, parfois au sens le plus immédiat du terme. Le sujet ne suppose pas de traitement chronologique, mais des rappels sont indispensables. Ne pas oublier une référence à l'Empire ottoman, au découpage «colonial» des frontières entre Iran, Irak, Koweït. Guerre froide et barrage d'Assouan ?

- Il fallait savoir sortir du seul clivage israélo-arabe : le développement du Moyen-Orient n'est-il pas pris en otage par une Turquie qui a la main sur le robinet du Tigre et de l'Euphrate ? La guerre Iran-Irak, l'occupation du Koweït en 1990 relèvent du sujet, dans une problématique interne au monde arabe ou musulman. La maîtrise de l'eau sur les plateaux anatoliens conditionne le développement d'une part, et relève d'une logique géopolitique «Turcs/Kurdes».

- Dernière dimension importante: il était impératif de montrer que le développement régional est d'autant plus otage de la maîtrise des ressources naturelles que celles-ci sont des enjeux pour le développement du monde entier. Les grandes compagnies occidentales depuis le cartel des «7 sœurs» ont essayé de se les accaparer. La création de l'OPEP n'avait-elle pas pour but de libérer les pays producteurs otages de l'Occident ?

Plan proposé

Les pays du Proche et du Moyen-Orient font partie des pays du Tiers-Monde tel qu'il est défini dans les années 1950-1960, dominé par la question du développement. En dressant un bilan aujourd'hui, on constate que l'amélioration des conditions de vie



des populations a découlé à la fois des ressources naturelles et des fractures géopolitiques dont certains pays de la région ont été bénéficiaires ou victimes. Mais cette région du monde n'est-elle que le reflet des problèmes qui ont affecté la question du développement dans le Tiers Monde, ou bien des facteurs particuliers ont-ils rendu son développement particulièrement dépendant jusqu'à le rendre «otage» de ses ressources naturelles et de ses fractures géopolitiques.

I. LE PROCHE ET MOYEN-ORIENT, PRISONNIER DES RESSOURCES NATURELLES

A. Les hydrocarbures : prospérité ...

- Le pétrole surtout est omniprésent dans la région ce qui a attiré les puissances extérieures depuis le début du XXe siècle (Grande Bretagne) et les années 1930 (EUA)... Les Etats du golfe persique sont les mieux dotés en capacité d'exportation et en réserves (Arabie saoudite). Le Moyen-Orient produit plus du quart du pétrole mondial et possède près des 2/3 des réserves. Rares sont les pays dépendants en pétrole (Jordanie, Israël, Liban). L'Iran et le Qatar sont particulièrement riches en ressources de gaz naturel.

- Les hydrocarbures ont permis de financer un début d'industrialisation souvent trop peu diversifiée. Certains pays (Liban, Jordanie, Turquie perçoivent des droits sur les oléoducs qui les traversent. Les activités bancaires se sont développées à partir de la manne pétrolière (petrodollars) investis sur place, finançant des infrastructures «hors normes» et investis dans les sociétés Occidentales (finance islamique).

B. ... et malédiction de la rente

- On doit évoquer ici le «Dutch disease» qui explique en partie les difficultés structurelles des pays producteurs. Les impacts politiques et sociaux de l'économie de rente font que l'on a parlé de «malédiction pétrolière». L'économie s'organise presque exclusivement autour du pétrole (plus de 80% des recettes de l'Arabie Saoudite).

- Le Moyen-Orient vit au rythme des fluctuations du prix du pétrole : deux chocs pétroliers (1973 et 1979), contre choc à partir de 1982, pétrole sous les 10\$ le baril en 1998 mais aussi à 144\$ en 2008 et 36 en 2009 ! Les gestions avisées de la rente sont rares (le Koweït à créé « un fonds pour les générations futures, les émirats voisins diversifient leurs activités et préparent «l'après pétrole», mais les «moissons mal récoltées» sont fréquentes. «Semer» le pétrole se révèle difficile : l'émirat de Dubaï en quasi faillite en 2009 et sauvé par l'intervention d'Abu Dhabi.

- La lutte pour le pétrole est aussi facteur de guerres (Irak). Les richesses qu'il génère sont confisquées et rarement partagées (Emirs du pétrole). Les règles démocratiques sont bafouées (Iran, Irak). La rente permet d'acheter la paix sociale en échange de légitimation politique (Arabie Saoudite).



C. L'eau une ressource naturelle mal partagée

- La question de l'eau est aiguë et suggère aussi une définition géographique de ce Proche et Moyen-Orient : trois «châteaux d'eau» (Iran, Turquie, Liban) entourent un ensemble où le risque de pénurie est plus ou moins grand (**stress hydrique**). Le manque d'eau est une contrainte forte pour satisfaire les besoins des populations et des activités économiques, particulièrement les activités agricoles. Le partage de l'eau des fleuves et des nappes phréatiques entre les pays est une nécessité. De manière globale, la position des **Etats d'amont** est la plus favorable : mise en évidence des problèmes de prélèvement avec le lac Atatürk (4 fois Assouan) et le détournement d'une part du débit de l'Euphrate.

- Une dépendance absolue de **l'Égypte** à l'égard du Nil, «fleuve nourricier» par la grâce de la régularité de ses crues estivales naguère, avant la construction du «haut barrage» d'Assouan, avec son réservoir de plus de 500 km de long qui pénètre bien au delà de la frontière du Soudan. Un ouvrage voulu comme une «garantie» de protection définitive à l'égard des menaces pouvant peser sur l'alimentation mais une ressource bientôt insuffisante du fait de la croissance des besoins égyptiens. L'Égypte otage de l'assèchement de l'alimentation sur le haut bassin du fleuve et des revendications de plus en plus pressantes des pays d'amont tels le Soudan et l'Éthiopie ?

D. L'ampleur croissante des tensions sur la ressource en eau

Les fleuves constituent en effet des enjeux stratégiques et économiques majeurs : ressources en eau potable, ressource halieutique, potentiel énergétique, axe de transport... suscitent convoitises et partages conflictuels. On citera ici la volonté d'Israël de contrôler le plateau du Golan. Une illustration que l'on retrouve avec le cas du Chatt al-Arab, exutoire commun du Tigre et de l'Euphrate, unique débouché de la Mésopotamie sur le golfe persique : une ancienne ligne de partage entre civilisations (arabes au Sud, turco-iraniens au Nord), un clivage aggravé par l'imbroglio religieux (arabes chiïtes des «marais» au Sud). Il faut ajouter le problème de la fixation de la frontière, héritée de l'ancien protectorat anglais sur l'Irak, laissant à ce pays la totalité du contrôle du fleuve. C'est en partie pour l'enjeu de ce contrôle qu'a éclaté la longue guerre entre Irak et Iran, de 1980 à 1988.

II. LE DÉVELOPPEMENT OTAGE DES FRACTURES GÉOPOLITIQUES

A. Le «plus long conflit géopolitique du XXème siècle» (Y. Lacoste) a favorisé le développement d'Israël.

- Proclamé en 1948, l'Etat d'Israël est le fruit du mouvement sioniste (Théodore



Herzl, fin XIX^{ème}) renforcé par la Shoah, d'une volonté pionnière de mise en valeur (kibboutz), du soutien international (Aide Publique au Développement des Etats occidentaux, diaspora juive) et du rapport de force imposé à ses voisins qui permet d'agrandir le territoire et d'accaparer les ressources en eau (1967).

- Les fractures géopolitiques ont bénéficié au développement d'Israël en accroissant les difficultés de ses voisins, à commencer par les Palestiniens.

B. L'OPEP a bénéficié de la dépendance des pays de l'OCDE et du contexte géopolitique du conflit israélo-arabo-palestinien pour passer à une stratégie très offensive (OPAEP, premier choc pétrolier) qui a bénéficié à tous les exportateurs de pétrole.

Seul exemple de pays du Tiers Monde qui ont obtenu une nette réévaluation des termes de l'échange à leur profit.

C. Mais en même temps tous les pays pâtissent plus ou moins des conséquences des fractures géopolitiques de natures diverses.

- **L'intensité et l'ancienneté des tensions** pèsent sur les dépenses militaires et hypothèquent les autres investissements. Les guerres directes ou larvées (intifada et riposte israéliennes) provoquent des destructions importantes (fermeture du canal de Suez, Liban).

- La **question des frontières** (née avec la fin de l'empire ottoman) reflète la difficulté de la définition et de l'affirmation des Etats-nation : Palestine, Kurdistan, Israël, Syrie... et recouvre la question de l'accès aux ressources naturelles (pétrole de Mossoul, eau de Cisjordanie). Des frontières restent fermées ou très contrôlées : Gaza/Israël, Gaza/Egypte ; absence d'organisme commercial régional (sauf dans la péninsule arabe)

- La **question religieuse** s'ajoute aux antagonismes précédents: la question de Jérusalem concerne les trois religions monothéistes et les Etats qui s'y réfèrent, les divisions internes pèsent aussi (opposition Sunnites/Chiïtes) et dépassent les frontières étatiques ; On peut évoquer aussi le cas particuliers du multi-confessionnalisme libanais. Poids des extrémistes de chaque bord jusqu'à l'assassinat des hommes de paix : Sadate, Rabin).

D. Ces fractures régionales rencontrent un écho au-delà du Proche et Moyen-Orient, écho qui contribue souvent à radicaliser les positions et à éloigner les perspectives de paix. La guerre froide (qui n'est que partiellement un facteur clef) a contribué à l'accumulation des armes ; la diaspora juive est souvent moins portée à la négociation que la population israélienne. Il faut insister sur le rôle actuel de l'Iran qui soutient des



mouvements extrémistes (Hamas, Hezbollah) en tenant des propos inacceptables pour la communauté internationale... Enjeu nucléaire : Israël et le «dossier iranien».

III. TYPOLOGIE DES SITUATIONS DE DÉVELOPPEMENT AU PROCHE ET MOYEN-ORIENT

A. La diversité du développement.

Les pays du Proche et Moyen-Orient ne bénéficient pas tous de ressources naturelles abondantes et ne sont pas concernés de la même façon par les problèmes géopolitiques. D'autres facteurs sont aussi déterminants dans le développement.

- Aujourd'hui on constate des **écarts de niveau de vie** importants (PNB par habitant, IDH) entre : Israël, Emirats Arabes Unis, Arabie saoudite, Koweït d'un côté et Palestiniens (Gaza), réfugiés divers (Kurdes, Irakiens) de l'autre côté, avec des situations intermédiaires diverses (Jordanie, Liban).

- L'Égypte, pays peuplé de 83 millions d'habitants à un IDH de 0,7 ce qui la situe autour du 100e rang mondial, elle reste le principal interlocuteur d'Israël dans la région et une alliée des Etats-Unis. Alliée des Etats-Unis aussi la Turquie (74 millions d'habitants) qui a considérablement développé son tissu industriel jusqu'à apparaître comme un futur NPI. Le pays se situe au 63e rang pour l'IDH (0.798) et a posé sa candidature pour adhérer à l'UE.

B. Des Etats bien dotés qui ont plutôt réussi

Dubaï, l'Arabie Saoudite, le Koweït : font parti des 50 premiers pays pour l'IDH. Pays peu peuplés, riches en pétrole et qui ont su diversifier leurs activités (industrie, commerce, transports, finances, fonds souverains). L'importance des revenus permet d'apporter des solutions coûteuses à la dépendance alimentaire (blé irrigué d'Arabie saoudite) et hydrique (désalinisation de l'eau de mer). Le problème de la très inégale répartition de cette richesse de la part de gouvernements conservateurs et autocratiques reste entier. L'activité repose aussi sur le travail de populations immigrées qui connaissent des conditions de vie très dures.

C. Des pays bien dotés qui n'ont pas bien réussi

Les raisons sont diverses. L'Iran et l'Irak, pays peuplés respectivement de 74 et de 31 millions d'habitants, où la maîtrise de la croissance démographique est insuffisante (comme en Egypte), qui ont été le théâtre de guerres. La guerre Iran-Irak de 1980 à 1988 a fait 800.000 morts. Il faut ajouter la guerre issue de l'invasion du Koweït par l'Irak (1990-91) avec l'intervention d'une coalition menée par l'ONU et depuis 2003 celle d'une coalition menée par les EUA.



D. Un cas particulier : Israël

Israël : 7 millions d'habitants. Pays mal doté qui a le mieux réussi. Israël s'est industrialisé dès les origines en s'appuyant sur des capitaux extérieurs et sur une main d'œuvre qualifiée provenant de l'immigration sioniste. Les trois secteurs : agriculture, industrie, services présentent les caractères que l'on retrouve dans les pays développés. ; Le niveau de vie de la population est élevé (18e rang pour l'IDH), la classe moyenne est bien représentée et Israël est une démocratie. C'est donc au point de vue économique et social un pays comparable aux pays de l'OCDE. En contrepoint : Gaza souffre des plus mauvaises conditions de vie de la région et d'une croissance démographique record.

Conclusion

Cette région est le reflet des problèmes du Tiers Monde mais se greffent ici des fractures géopolitiques et géoéconomiques qui rendent la situation particulièrement singulière et complexe.

A l'échelle de la région, l'objectif du développement semble largement marqué par les tensions politiques mais dans la réalité se sont creusés des écarts importants entre des pays qui ont des atouts solides (Israël, pays du Golfe) et des populations depuis longtemps victimes (Palestiniens, Irakiens). Le développement est davantage otage des fractures géopolitiques que des ressources naturelles.

Complexité des enjeux, diversité des conditions de vie des populations, faiblesse actuelle aussi de nombreux gouvernements puisqu'il y a eu des périodes où l'éventualité de la paix, condition première du développement, a été plus tangible.

Commentaire de carte : L'Eau et la Paix

Cette carte du Proche et Moyen-Orient, extraite de l'Atlas du Monde Diplomatique montre l'importance de la question hydraulique dans une zone aride et semi aride traversée par plusieurs fleuves. Pour répondre à l'augmentation de la demande en eau, les Etats de la région ont accru leurs prélèvements dans la nappe aquifère fossile (Arabie Saoudite, Jordanie) ou ont utilisé l'argent du pétrole pour installer des usines de dessalement : Emirats Arabes Unis, Bahreïn, Qatar, Koweït, Abou Dhabi qui ont ainsi résolu à grands frais le problème de l'eau. Des étoiles rouges signalent sur la carte les conflits internationaux liés à la gestion des ressources en eau. Les «menaces» de l'Égypte qui essaye de dissuader les initiatives des pays d'amont (Ethiopie, Soudan) ne sont par contre, pas cartographiées. Deux zones de conflits majeurs apparaissent ici.

Tigre et Euphrate : des tensions aux crises entre Turquie, Syrie, Irak et Iran

- Les rapports de force entre Etats résultent d'abord d'un **atout de situation** qui privilégie spontanément les Etats d'amont : ceux-ci peuvent à leur guise retenir ou



dériver les eaux d'un fleuve et donc assécher celui-ci en aval ; par ailleurs les effluents pollués sont souvent expédiés dans le fleuve sans autre forme de procès. La **Mésopotamie**, le pays entre les fleuves, a vu naître une des premières civilisations indissociable de la maîtrise de l'eau. Aujourd'hui, **la Turquie**, en position de «château d'eau», exerce sa tutelle sur la presque totalité des eaux de l'Euphrate, et sur une partie du bassin du Tigre. Or la Turquie a besoin d'eau (une population de plus de 70 M d'habitants, une urbanisation galopante, un sous développement évident de l'est du pays). Pourtant ces deux fleuves sont indispensables aux pays d'aval. Mais rien ne peut détourner la Turquie de la réalisation de son «grand projet anatolien» (GAP) : 22 barrages, 19 usines hydro-électriques, et l'irrigation d'une région grande comme deux fois la Belgique. Mise en évidence des problèmes de prélèvement avec le **lac Atatürk** (le remplissage du barrage en 1990 à interrompu durant un mois l'écoulement de l'Euphrate vers la Syrie causant de graves dégâts dans les récoltes syriennes. Du fait du détournement d'une partie du débit de l'Euphrate vers un autre bassin versant, seulement la moitié du débit initial parvient en **Syrie**, ce qui risque de livrer à terme à **l'Irak...** le huitième du débit du fleuve ! Les Syriens et surtout les Irakiens ont beau se réclamer de l'antériorité des droits acquis, les turcs poursuivent sans embarras la réalisation de leur programme. La mise en eau du grand barrage de **Tabqa** en 1975 sur **l'Euphrate syrien** a failli entraîner une guerre entre **Syrie** et **Irak** évitée par l'intervention de l'URSS. Il existe aussi une dizaine de barrages en Irak sur les deux fleuves. Les négociations sur le partage des eaux des fleuves ont jusqu'ici échoué.

Le conflit israélo-arabe : comment faire la paix sans régler la question de l'eau ?

«**Israël a plus besoin d'eau que de terres**» (S Peres). Le problème se complique avec les besoins des voisins (**Jordanie**, et **territoires palestiniens**). Dès les premières installations juives en Palestine s'est posé le problème de l'eau : la Palestine est aride, et la seule réserve d'eau douce existante est celle du lac de Tibériade. Les frontières du nouvel Etat vont permettre dans le nord l'accès au lac de Tibériade, mais cela ne suffit pas, tant s'en faut à couvrir les besoins ; la «ressource» convoitée est alors le **Jourdain, et surtout ses affluents**, qui alimentent le lac, dont les sources sont en territoire arabe (Hasbani au Liban, Baniyas en Syrie, Yarmouk entre Syrie et Jordanie). C'est la **guerre des 6 jours** (1967) qui donne à Israël le contrôle de la **Cisjordanie** (et donc la rive droite du Jourdain) de même que le **«château d'eau» du Golan**. Aujourd'hui 60% de l'eau consommée par les Israéliens est prélevée dans les territoires occupés, notamment en Cisjordanie. On mesure l'impasse... Dans les territoires occupés par Israël, la gestion de l'eau relève de l'autorité militaire israélienne et le partage est très inégal aux dépens des populations palestiniennes. Un rééquilibrage est une des grandes revendications des Palestiniens et toute négociation menant à la paix doit inclure cette question.



La situation est pire dans la **bande de Gaza** polluée par les nitrates. Or le problème est aggravé de celui de la **Jordanie** voisine : la pénurie y constitue un phénomène structurel (près des 3/4 du territoire reçoivent moins de 100 mm de précipitations chaque année). Avec **l'accord de paix israélo-jordanien** signé en 94 s'est amorcée une coopération entre les deux pays (droits de l'eau sur le Jourdain). La construction et la mise en eau d'un barrage Syro-Jordanien - dit de «**l'unité**» - sur le Yarmouk principal affluent du Jourdain reste un élément de division avec Israël. Globalement les perspectives à moyen terme sont inquiétantes. Il faut s'attendre à une extraordinaire augmentation des besoins, qui ne pourront être couverts qu'en recourant à des ressources non conventionnelles (le Jourdain n'est plus aujourd'hui qu'un filet d'eau saumâtre, et le niveau du lac de Tibériade ne cesse de baisser. On comprend les convoitises israéliennes sur le Litani libanais, assez bien alimenté et sous utilisé.

L'eau et la paix à l'échelle locale

En Turquie : le Gap vise à développer la région orientale de l'Anatolie peuplée de Kurdes, aux vellétés sécessionnistes. Il s'agit de mieux contrôler la région pour le gouvernement central.

En Irak : le Chatt al-Arab entre l'Irak et l'Iran, hérité de l'ancien protectorat anglais sur l'Irak, laisse à ce pays la totalité du contrôle du fleuve. La lutte pour le contrôle de la région a été un des buts de la guerre entre Iran et Irak de 1980 à 1988. La carte indique ici de graves problèmes écologiques provoqués par les aménagements hydrauliques. Le Sud de l'Irak est en voie de désertification suite à la construction par Saddam Hussein d'un canal de drainage gigantesque, le «3e fleuve» (500 km de long, 1 km de large) pour lutter officiellement contre la salinisation des terres. En fait, le canal a contribué à assécher les marais de Mésopotamie pour punir et détruire «la civilisation des arabes chiïtes des marais» qui s'était révoltés contre lui lors de la guerre de 1991.

Cette carte montre une région où la ressource en eau nourrit des contentieux entre des pays et des territoires. La paix est-elle possible au Moyen-Orient sans la résolution des hydroconflits ?



SUJET 2

Le développement durable, une réponse globale à la multiplicité des crises d'aujourd'hui ?

Analyse du sujet

Le **rapport Brundtland** élaboré en 1987 à la demande de l'ONU définit le développement durable dans une double dimension environnementale et sociale : *«un développement qui répond aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs»*, ce qui implique de nouveaux équilibres entre la consommation et les ressources disponibles, entre le monde d'aujourd'hui et le monde de demain, entre les nantis et les démunis. Atteindre ces objectifs suppose de mettre en place des politiques qui remettent en cause des tendances actuelles fortes et proposent une nouvelle organisation de la croissance économique, de l'organisation des sociétés et de la hiérarchie du monde. Le rapport se soucie des effets de la croissance sur l'environnement, il préconise d'économiser des ressources jusqu'ici gaspillées, de chercher des ressources de substitution, envisage un impôt vert pour protéger l'environnement. L'Expression de développement durable est sanctifiée par le **Sommet de la terre à Rio en 1992**, elle est depuis devenue un concept repris par tous sans que le contenu ne soit toujours clairement défini.

Aujourd'hui le monde fait face à une multitude de crises. D'abord la première crise de la mondialisation (D.Cohen). A cette crise s'ajoutent d'autres crises. Le sujet présente la situation actuelle comme un ensemble varié de crises. On peut en effet identifier, de manière plus ou moins contemporaine : crise financière, crise économique, crise environnementale et climatique, crise énergétique voire crise des ressources en général, crise alimentaire, crise sanitaire (vache folle, SRAS). A ce premier niveau de crises on pourrait rajouter en arrière plan la crise du lien social, la crise de l'Etat-Providence, la crise démographique, la «crise des banlieues. Le mot crise évoque ici au sens large «des symptômes graves provoqués par les contradictions d'une évolution» (Y. Lacoste). Face à ces crises la notion de développement durable est présentée comme étant la solution permettant de concilier **économie (la croissance), l'environnement (préserver la planète) et de lutter contre les inégalités sociales.**

Le développement durable, soutenable, est-il une réponse univoque à la multiplicité des crises d'aujourd'hui ? Avec quelles normes ? Utopie ou réalisme ? Les candidats sont invités à réfléchir à cette question en dépassant les idées reçues et les polémiques partisans.

Quelles sont les crises majeures auxquelles le développement durable doit faire face (I) ? Quelles sont ses réponses (II) ? Quelles sont les ambiguïtés du concept de développement durable et quels sont les enjeux (III) ?

On attend ici une réflexion sur le développement durable.



I. LE DÉVELOPPEMENT DURABLE FACE À LA MULTIPLICITÉ DES CRISES D'AUJOURD'HUI : ETAT DES LIEUX

- Des ressources limitées et inégalement réparties

L'épuisement des énergies fossiles. Pétrole : La fin du pétrole annoncée du fait d'une forte hausse de la demande mondiale et de l'épuisement d'une ressource naturelle non renouvelable. L'approche inévitable du «peak oil», moment où la production pétrolière diminuera et où les prix flamberont, oblige à la recherche d'énergies plus durables. La hiérarchie du monde en sera bouleversée. Le gaz suivra cette tendance.

La pénurie d'eau. La demande en eau (stress hydrique) dépasse déjà les ressources disponibles au Proche et Moyen Orient mais aussi dans la plaine du Gange, en Chine du Nord. L'Asie abrite 60% de la population mondiale avec 1/3 des ressources en eau de la planète. Les études récentes montrent que la situation devrait s'aggraver du fait des prélèvements nécessaires pour l'agriculture. Les prélèvements en eau devraient doubler d'ici à 2050. Une meilleure gestion de l'eau est urgente.

- La crise alimentaire

Pour nourrir environ 9 milliards d'hommes d'ici 2050, il faudra développer la production mondiale de plus de 50% d'autant que la hausse du niveau de vie des pays émergents fait évoluer leur demande alimentaire qui sera plus consommatrice en produits de l'élevage en céréales, en eau. Les rendements agricoles après avoir fortement augmenté (révolution verte), stagnent. L'intensification des cultures a provoqué une dégradation des sols dans de nombreuses régions du monde (Amérique latine, Afrique). L'essor des agrocarburants détourne certaines productions agricoles d'une utilisation alimentaire diminuant l'offre et accroissant les prix (galettes de maïs au Mexique en 2007-2008 et émeutes de la faim). On estime par ailleurs que les **ressources halieutiques** s'épuisent du fait d'une surexploitation des océans. La surcapacité de la flotte de pêche mondiale, les techniques utilisées, menacent les stocks. Le thon rouge est en voie de disparition. L'aquaculture qui représente environ la moitié de la production mondiale de poissons est grandement alimentée par des poissons pêchés en mer, ce qui constitue une pression supplémentaire sur les écosystèmes marins.

- La crise environnementale liée aux activités humaines.

Le réchauffement climatique : Il serait dû essentiellement à l'augmentation de l'émission des gaz à effet de serre (GES) rejetés dans l'air par les industries et les transports. Les émissions de GES sont en hausse dans pratiquement tous les pays, sauf en moyenne dans l'UE. La production d'électricité à partir du charbon est particulièrement



incriminée (Chine). Des scénarios catastrophes validés par le GIEC précisent que si rien n'est fait pour les limiter la température mondiale pourrait augmenter en moyenne de 1.8° C à 4° entre 2000 et 2030, ce qui se traduirait par une élévation du niveau de la mer et la migration de millions de personnes. Le réchauffement aurait des conséquences dramatiques pour les pays de l'hémisphère Sud notamment en Afrique (problèmes de santé, d'alimentation...). **La biodiversité** est également menacée du fait de l'action humaine qui détruit les écosystèmes faisant disparaître chaque année des milliers d'espèces. La **déforestation** s'accélère au Sud, Amazonie et surtout Afrique. La forêt étant un puits de carbone naturel. Les **déchets et produits toxiques** (déchets nucléaires) posent la question des stocks. Les pays du Sud servant ici de réceptacle (déchets électroniques mondiaux en Chine, Pakistan, Inde).

- La crise sociale

Aujourd'hui le monde fait face à une **crise mondiale** née de problèmes financiers aux EUA, c'est la première crise de la mondialisation qui entraîne une diminution des taux de croissance, une baisse du pouvoir d'achat (chômage...) attirant l'attention sur les performances asiatiques et le besoin de solutions plus collégiales (G 20 qui se réunit à Washington en 2008). L'interdépendance des économies est plus que jamais vérifiée. Les plans de sauvetage des banques, les politiques de soutien à la consommation se retrouvent partout au Nord. Les inégalités restent importantes entre Etats et au sein des sociétés dans un même Etat, dans un monde globalement de plus en plus riche. L'islamisme radical se nourrit, entre autres, des inégalités sociales et de la hiérarchie du monde encore dominé par les pays occidentaux. Assurer le niveau de vie actuel des populations les mieux dotées à l'ensemble de la population mondiale semble impossible alors que c'est l'objectif des pays «en rattrapage» et le souhait de leurs populations (image du mode de vie occidental véhiculé par les medias). Ces crises diverses concernent le monde entier, quelle est la place du développement durable ici ?

II. LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : UNE RÉPONSE GLOBALE MAIS INSUFFISANTE

- Le choix des ressources renouvelables

Les **énergies renouvelables** occupent une place grandissante dans le bilan énergétique mondial du fait de l'augmentation du prix des énergies fossiles ainsi que de l'épuisement des stocks. Il faut y ajouter la volonté de lutter contre les pollutions de l'atmosphère. L'utilisation d'énergies renouvelables comme le solaire,



l'éolien, les barrages hydroélectriques, la biomasse, progresse, mais ces énergies ne représentent qu'un peu plus de 10% du bilan énergétique mondial. Ces énergies paraissent nécessaires mais elles ne pourront pas répondre au doublement de la demande en énergie à l'horizon 2050. Au mieux elles pourraient représenter un peu plus de 20% à cette date. Le nucléaire qui ne peut être considéré comme une énergie complètement renouvelable puisqu'il utilise de l'uranium, représente environ 7% de la consommation mondiale d'énergie. La relance probable du nucléaire, qui ne pollue pas l'atmosphère présente des risques (accident de Tchernobyl) et pose le problème du stockage des déchets. Selon l'AIE les solutions seraient en partie dans la recherche d'économies d'énergie, dans l'amélioration des techniques de production (centrales au charbon), jusqu'aux usages fins comme l'isolation des bâtiments par exemple.

Après les chocs pétroliers le 21^e siècle verra-t-il le **choc de l'eau** ? Le développement durable doit relever ici le défi d'une ressource inégalement répartie mais surtout de plus en plus polluée. Des transferts par pipelines sont possibles, les économies sont aussi à l'ordre du jour avec une meilleure gestion (techniques de goutte-à-goutte, réduction de pertes dans les réseaux urbains, gaspillages dans les pays développés).

- L'agriculture durable : une alternative

Pour remplacer le modèle agricole productiviste qui montre ses limites en matière de pollution, il s'agit de promouvoir une agriculture «écologiquement intensive», une agriculture biologique en agissant aussi bien sur l'offre que sur la demande. L'agriculture biologique est pratiquée «par obligation» par près de 900 millions d'agriculteurs pauvres qui constituent la grande masse des mal nutris. La véritable révolution écologique, préconisée par le développement durable, respectueuse de l'environnement implique des nouvelles techniques de production comme l'utilisation d'engrais verts, la maîtrise de l'eau, mais aussi une réorganisation des marchés (commerce équitable), une redistribution des terres pour une nouvelle agriculture vivrière. L'augmentation des surfaces consacrées aux agrocarburants devant être contrôlée. Certains préconisent ici de jouer aussi sur la demande par une consommation moindre de viande dans les pays riches surtout, l'élevage absorbant plus du tiers de la production mondiale de céréales. L'agriculture biologique qui bénéficie d'une bonne image de marque progressera, mais il semble qu'elle ne pourra répondre que très partiellement aux besoins d'une population mondiale plus nombreuse et aux exigences alimentaires qui s'élèveront avec le niveau de vie dans certains pays (Chine). L'agriculture biologique au-delà du discours idéologique, restera pour longtemps marginale.

- Relever le défi de l'environnement

Les contemporains ont aujourd'hui une plus grande conscience des problèmes liés



à l'environnement. Les conséquences du **réchauffement climatique** dû à l'effet de serre font débat mais ils ont fait l'objet d'une prise de conscience à l'échelle de la planète : Sommet de Rio en 1992, conférence de Kyoto en 1997 (et Protocole de Kyoto), Sommet de Copenhague en 2009. On assiste à la marchandisation de la pollution avec la mise en place des permis de droits à polluer négociables entre États qui ont aussi mis en place toute une série de réglementations et de taxes (taxe carbone ajournée en France). Les réponses actuelles à la pollution atmosphérique sont un progrès mais elles demeurent partielles à l'échelle de la planète car peu prises en compte par les deux plus gros pollueurs que sont les États-Unis qui n'ont pas ratifié le protocole de Kyoto et la Chine.

Le développement des **transports** pose aussi la question d'une mobilité moins polluante. Le développement durable préconise ici pour les déplacements locaux très polluants, la mise en place de transports publics (métros, tramways...) ou de «mobilités douces» comme les vélos dont l'utilisation progresse au Nord mais diminue dans certains pays du Sud (Chine). Les réponses en ce qui concerne les transports sur de plus longues distances résident dans le transfert modal (route/rail), mais ceci reste limité à l'heure de la mondialisation.

- Accroître le bien être de la population mondiale : une gageure ?

On voit que le rattrapage en cours de nombreux pays, dont certains sont très peuplés répond positivement au besoin de développement exprimé depuis les années 1950-1960 mais aggrave les problèmes environnementaux d'aujourd'hui, par le besoin de satisfaire leurs besoins actuels. L'avenir est alors sombre si on se projette dans quelques décennies.

Quelle est la place du développement durable dans de nombreux **pays du Sud** qui rassemblent la majorité des **grandes agglomérations** mondiales et qui concentrent tous les problèmes liés à la pauvreté urbaine. Le développement durable est pour «la planète bidonville» un horizon qui paraît hors d'atteinte face aux inégalités : quartiers pauvres dans des zones polluées, surpopulation des littoraux qui détruisent les écosystèmes, problème de l'accès à l'eau potable, absence d'assainissement et risques de contamination. La question se pose différemment dans les **villes du Nord** qui ont aussi leurs quartiers de pauvres. Ici le développement durable dénonce la périurbanisation qui s'étale et qui engendre des déplacements urbains de plus en plus nombreux et polluants. La question du bruit est un autre aspect peu évoqué mais qu'il faudra de plus en plus prendre en compte.



III. LES AMBIGUÏTÉS ET LES ENJEUX DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Un concept ambigu, une nouvelle forme de domination des pays du Nord sur le Sud ?

Le développement durable est un **pléonasme** pour les uns, puisque tout développement a pour vocation d'être durable, un **oxymore** pour les autres, pour qui il existe une incompatibilité entre le développement qui ne peut se faire sans destruction des ressources, de la biodiversité et de la durabilité. Comment connaître avec certitude les **besoins de demain** ? Peut-on traiter aujourd'hui de façon identique les problèmes du Sud et ceux du Nord ? La définition est globale et induit une éthique du devoir à l'échelle de la planète en mettant en avant le principe de précaution. Il ne se situe pas dans une problématique de rattrapage du Nord par le Sud, via l'APD mais dans un cadre nouveau, celui d'une solidarité structurelle du Nord et du Sud face à des périls communs. Le rapport Brundtland se soucie des effets de la croissance sur l'environnement, il préconise d'économiser des ressources jusqu'ici gaspillées, de chercher des ressources de substitution, il refuse la croissance zéro du Club de Rome, envisage un impôt vert pour protéger l'environnement.

N'est-il pas finalement une nouvelle forme de **domination des pays du Nord sur le Sud** ? Sylvie Brunel constate que c'est avec la fin de la guerre froide que la notion de «développement durable» évince celle de «développement» qui fut le mot d'ordre de la décolonisation et des indépendances. Le développement se trouve discrédité au moment même où, avec la fin de la guerre froide, l'aide publique au développement s'effondre parce qu'elle a perdu son intérêt stratégique avec la disparition de l'URSS. On serait passé du «développement» au «développement durable» qui sert de «recolonisation insidieuse», qui peut être perçu comme un cheval de Troie des pays du Nord pour dominer ceux du Sud, et remodeler les grandes zones d'influence des pays riches.

- Le développement durable est-il à la hauteur des enjeux ?

On pare au plus pressé et on traite les crises actuelles, au coup par coup, de manière contradictoire, les réponses aux unes aggravant les autres : la crise économique est combattue à coup de «primes à la casse» et autres relances de l'automobile que l'on s'efforçait peu avant, voire en même temps, de limiter pour des raisons environnementales. La mondialisation génère les pollutions (impact écologique d'une fraise produite en Afrique du Sud et livrée à Noël sur nos tables ?) en même temps qu'elle délocalise nos emplois. La crise économique de 2008-09 entraîne le sabotage de la conférence de Copenhague sur le climat : priorité à l'emploi !

En fait, ces **crises sont elles distinctes** et leur concomitance est-elle plus ou moins fortuite, ou alors un lien existerait-il entre-elles ? Seraient-elles, dans le fond,



les différentes facettes d'une même crise qui serait la **crise de notre modèle de croissance** ? Ce dernier ne produirait plus de croissance véritable mais uniquement de la **croissance factice** (générée par des bulles par nature temporaires : Asie des années 90, croissance irlandaise ou espagnole des années 2000 ou de la **croissance prédatrice** (donc aux dépens des autres par dumping social, fiscal, écologique), au prix d'un insupportable coût écologique et social (inégalités croissantes)

Non pas **crises multiples** donc mais **crise globale** relevant donc d'une réponse globale ciblant la cause commune de toutes nos difficultés.

Mais le concept de développement durable est-il à la hauteur des enjeux ? N'est-ce pas la **forme moderne du malthusianisme**, l'éternelle tentation du retour en arrière face aux difficultés du présent ? Arrivé à son stade d'épuisement, par le sentiment d'impasse qui l'accompagne, tout système technique, économique génère du malthusianisme, ce fut le cas de Malthus lui-même au XVIII^es ; la vraie réponse fut dans la révolution industrielle. La solution n'est-elle pas plus de technique, plus de mondialisation y compris la **mondialisation de la régulation et de la gouvernance** (FMI, ONU, G20) ? D'autres se demanderont si la «lutte des classes» est soluble dans le développement durable, ce dernier étant un paradis que l'on fait miroiter, le nouvel «opium du peuple» ?

- Le développement durable permettra-t-il de concilier développement économique et respect de l'environnement ?

Il faut s'interroger sur la question du modèle de développement. Le développement durable est-il de nature à bouleverser les valeurs de l'entreprise ? Face aux crises le développement durable n'est-il autre chose pour les entreprises qu'un effet d'aubaine pour se racheter une bonne conduite ? Le développement durable est à la fois un nouveau marché et un nouveau moteur de croissance. Outre la lutte contre la pollution le développement durable possède un potentiel de création d'emplois non négligeable : dans les énergies renouvelables, l'isolation des bâtiments, les transports en commun... Il manifeste son intérêt pour les agricultures vivrières, le microcrédit, le commerce équitable. Il est à l'origine d'initiatives citoyennes : travail des enfants, traçabilité des produits...

Le développement durable cherche à **concilier l'économie et l'écologie** qui se sont longtemps ignorées. On parle désormais de croissance verte et d'économie verte qui ne doivent pas être confondues.

La **croissance verte** (le capitalisme vert) donne la priorité à la création de richesses pour soutenir la mutation écologique, il s'agit de changer les techniques de production en faisant par exemple des voitures plus sobres. **L'économie verte des écologistes** place en premier l'urgence écologiste. L'économie verte veut lutter contre la pollution en rendant les sociétés plus égalitaires, c'est-à-dire que la priorité n'est



plus à la croissance même verte, certains vont jusqu'à prôner «la décroissance».

- Une autre dynamique : typologie des enjeux et des réponses

A l'échelle des Etats les points de vue diffèrent et les divergences s'accroissent :

- lors de l'adoption du protocole de Kyoto les différences ont partagé le «Nord» (EUA et Australie) et ont distingué le Nord et le Sud (exonéré des contraintes du protocole).

- lors de la conférence de Copenhague (2009) les clivages ont été plus complexes (pôle Brésil/UE par exemple) mais surtout certains pays du Sud (Chine surtout), confortés par la position des EUA, ont empêché la conclusion d'un accord.

A une **échelle régionale** les Etats-Unis qui sont responsables de 25% des émissions mondiales de GES agissent peu au niveau Fédéral mais connaissent de nombreuses initiatives au niveau régional (Californie). La plupart des Etats ont mis en place des «plans climat», les dynamiques visant à réduire la surconsommation d'énergie sont multiples au niveau des agglomérations.

Les **ONG** environnementales ont pris le pas sur les ONG humanitaires. Elles agissent par des initiatives locales et par la mobilisation de réseaux transnationaux. Elles mettent l'accent sur les aspects de conservation de la nature parfois au détriment des populations considérées comme prédatrices.

Deux idées nouvelles par rapport aux problématiques de la fin du XXème siècle (protocole de Kyoto) :

- Les décisions ne viennent plus essentiellement des pays du Nord, elles sont collectives : G 20, réforme du FMI, poids de certains pays émergents (Chine). En ceci la réponse globale devient le reflet de l'évolution du monde devenu multipolaire à travers le G 20 véritablement né à Washington pour faire face à la crise économique ou la réforme en cours du FMI.

- L'enjeu environnemental s'impose réellement à tous, ce n'est plus seulement un souci du Nord. La Chine est désormais le premier marché automobile mondial avec un essor de la consommation de pétrole et la pollution qui va avec, mais on constate par ailleurs une régression de la pollution par le charbon. Les Chinois ont proclamé les JO de Pékin des «JO verts». De même la demande des pays émergents dans tous les domaines (produits de base comme l'énergie) et besoins alimentaires d'une population qui croît encore fortement pèse sur les prix, sur l'utilisation des terres (achats ou locations de terres dans les pays qui en disposent).

Le développement durable se propose de réduire les inégalités actuelles à l'échelle de la planète, force est de constater que les progrès sont très lents. Néanmoins il est certain que si l'organisation des sociétés, des Etats et du monde intégraient réellement les impératifs du développement durable, toutes les crises ne seraient pas résolues mais que l'humanité s'en porterait mieux.